

Désinformation: l'UE en état d'alerte avant les élections européennes



Article rédigé par *actu.orange.fr*, le 10 avril 2019

Source [actu.orange.fr] Les "fake news" vont-elles troubler la campagne des élections européennes comme elles l'ont fait avec celle du référendum du Brexit ou de l'élection de Donald Trump? C'est la grande angoisse des autorités européennes, convaincues que Moscou se cache derrière ce "fléau".

A quelques semaines du scrutin, l'UE cherche la parade en coordonnant les initiatives de ses Etats membres, tout en accentuant la pression sur les réseaux sociaux comme Facebook et Twitter, devenus les vecteurs privilégiés de la désinformation.

"Il y a des forces extérieures anti-européennes, qui cherchent à influencer les choix démocratiques des Européens", a mis en garde récemment le président du Conseil européen Donald Tusk, inquiet de possibles "ingérences" lors des élections des eurodéputés du 23 au 26 mai.

Certains responsables identifient sans détour Moscou comme le chef d'orchestre de tentatives de manipulation de l'opinion à coups de "fake news": "il y a des preuves désignant la Russie comme la source principale de ces campagnes", a affirmé l'un des vice-présidents de la Commission, Andrus Ansip.

De l'immigration à la corruption des élites, en passant par des complots de toutes sortes, les "fake news" ont des thèmes de prédilection souvent en phase avec ceux des mouvements dits populistes ou d'extrême droite. Elles surfent sur la viralité sur internet des contenus à sensation comme sur la défiance ambiante à l'égard des institutions et des médias.

C'est un "fléau invisible" qui "s'immisce dans la vie de nos citoyens et influence nos opinions et nos prises de décision", écrit la commissaire Mariya Gabriel, chargée de l'économie numérique, dans un rapport publié fin mars par la Fondation Robert Schuman.

- "Censure" -

Pour que les pays de l'UE fassent bloc, la Commission a tracé des lignes directrices, les appelant notamment à soutenir le journalisme de qualité ou encore à collaborer avec des "fact-checkers" (vérificateurs de faits) indépendants.

Elle a aussi mis sur pied en mars un "système d'alerte rapide", pour qu'ils partagent "en temps réel" leurs informations sur des "tentatives coordonnées d'acteurs étrangers pour manipuler" le débat démocratique.

A Bruxelles, une institution liée à la Commission, le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), s'est lancée elle-même dans la bataille avec une équipe d'une quinzaine de personnes, chargées de détecter et d'analyser des campagnes de désinformation visant l'UE.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)